

# UN AUTRE FUTUR EST POSSIBLE

1

Le congrès du Parti socialiste est convoqué. Ses décisions impliqueront l'avenir de la gauche et par là même celui du pays. Il ne saurait se réduire à une compétition de personnes en vue de l'élection présidentielle qui aura lieu dans quatre ans ! Surtout si cette compétition doit donner une illusion de choix alors que les orientations politiques de chacun seraient quasiment identiques. Il n'est pas vrai qu'il n'y a qu'une orientation possible et crédible à gauche ni que face aux destructions sociales et écologiques du capitalisme de notre temps, la modernité soit du côté de la ligne sociale-démocrate ou démocrate. Celle-ci est partout en impasse dans le monde. Ni nostalgie, ni fuite en avant. Il ne faut pas engager le PS français plus loin dans cette voie qui conduit tant de partis sociaux-démocrates à gouverner aujourd'hui avec la droite. Le PS ne doit pas encenser davantage l'économie de marché et faire du capitalisme un horizon indépassable. Surtout au moment où celui-ci entre dans une crise autodestructrice dont les conséquences s'abattent sur les salariés et les sociétés. Pour qu'un autre futur soit possible, ce débat doit s'engager clairement et publiquement, non seulement entre socialistes mais devant le pays.

2

Cette question se concentre sur des choix concrets. Quelques uns surgissent de l'actualité immédiate.

Luttons-nous contre la financiarisation de l'économie ou bien accumulons-nous les vœux pieux sur la nécessité de « réguler le marché » au moment où des socialistes français dirigent les principales institutions de la mondialisation économique ? Quel rapport de forces construisons-nous avec le capitalisme ? Et quand il faut passer au compromis avec le capital, quelle logique favorisons-nous ? Celle des secteurs financiers ? On en connaît le prix : dictature du court terme, abaissement des acquis sociaux, destruction des services publics, traité de Lisbonne. Ou celle des secteurs productifs réels ? Sinon comment négocier les salaires, les conditions et le contenu du travail, les qualifications en vue de l'intérêt général ?

Faut-il procéder à la refonte républicaine des institutions et de la société française ou bien continuer les bricolages sur la constitution de la Cinquième République ? Comment organisons-nous l'intervention populaire dans les choix politiques, depuis leur élaboration jusqu'à leur mise en œuvre ? Faut-il étendre l'exigence de laïcité à de nouveaux secteurs de la vie en société ou bien faut-il se résigner à ouvrir des espaces publics aux injonctions des religieux ?

Affronte-t-on la crise écologique en réorientant impérativement la production et ses contenus ou bien se contente-t-on d'organiser les droits à pollution ?

Eradique-t-on la pauvreté ou bien organise-t-on son soulagement ? Invertissons-nous la clef de répartition des richesses entre capital et travail ou bien modérons-nous la ponction des profits ?

Affrontons-nous le modèle libéral de construction européenne ou bien y consentons-nous ? Participe-t-on à la politique impériale des Etats-Unis ou bien affirme-t-on l'indépendance militaire et diplomatique de la France dans le monde ?

Et pour former une majorité nouvelle en France, quelle alliance politique et sociale faut-il former ? Avec le centre ou avec toute la gauche sans exclusive ? Les deux ne sont pas possibles en même temps. L'exemple italien en atteste. En France, les élections municipales récentes n'ont pas davantage démontré l'efficacité électorale de l'alliance avec le Modem. Au contraire. C'est pourquoi nous optons au niveau national pour la méthode mise en œuvre avec succès dans de nombreuses localités : un front de gauche sans exclusive sur la base d'un programme de gouvernement commun.

### 3

Nous respectons la contradiction des analyses qui s'expriment sur tous ces sujets au Parti socialiste. Elle concentre les enjeux de notre temps pour la gauche comme pour la société. Seule une confrontation franche et sérieuse, un débat exigeant, rend possible l'action efficace. Encore faut-il que tous les points de vue soient représentés pour que le débat soit possible.

Dans ce contexte, on voit bien se présenter dans le débat des socialistes les diverses nuances du point de vue démocrate et social-démocrate dominant en Europe. On connaît ses nombreux candidats. Mais le programme de la gauche d'alternative qui a pourtant permis les victoires aux élections nationales dans le passé, est absent. La gauche du Parti socialiste est muette. Elle est balkanisée. Du coup elle semble aujourd'hui hors jeu. Dès lors, elle porte une responsabilité dans le rabougrissement du débat d'orientation des socialistes. Elle en sera même la première coupable si elle renonce à s'exprimer et à proposer ses idées. La gauche du Parti socialiste doit s'assumer. Elle doit porter dans le Parti socialiste le programme de gauche qui répond à l'urgence sociale et politique. Le sort réservé à cette gauche au PS sera un révélateur. Jusque-là le PS était un lieu nourri par les différentes cultures de la gauche française. Est-ce encore le cas ? Ou bien le PS n'est-il plus qu'un parti de centre gauche, uniformisé, imperméable à l'urgence sociale, conformément au modèle dominant en Europe ?

Pour notre part, nous prendrons l'initiative du texte et des candidatures qui permettent à l'alternative de gauche de s'exprimer. Nous le ferons avec autant d'autres que possible. Nous le ferons seuls si nécessaire. Nous allons donc agir et nous rendre disponibles pour qu'un regroupement de toutes les gauches du Parti socialiste devienne possible. Un regroupement sans exclusive ni a priori. Tourné vers les convergences pour l'avenir plutôt que vers les divergences du passé.

En socialistes nous disons : l'avenir ce n'est pas ce qui va se passer mais ce que nous allons faire.